



ENTREPRENEURS DE PROGRES

Revue de presse

Lundi 14 janvier 2019

*Mobile: 0770 88 90 80
Lotissement Sylvain Fourastier
N°08 El Mouradia, Alger
Mobile: 0770 88 90 80
communication@fce.dz
www.fce.dz*

SOMMAIRE

A la une	3
• Forum des chefs d'entreprises: Mission économique aux USA du 14 au 18 janvier (L'Express dz).....	3
• Agriculture : Une mission d'opérateurs économiques en Californie (El Watan)	3
• FCE : Ali Haddad aux Etats-Unis dès demain pour promouvoir l'attractivité de l'Algérie (Algérie Monde Infos)	4
• Algérie - Etats-Unis : La coopération agricole à l'ordre du jour (El Moudjahid)	5
• Secteur industriel public: Hausse des prix sortie-usine au 3ème trimestre 2018 (APS)	6
• Généraliser le GPL pour réduire l'importation des carburants (APS).....	8
• Énergie électrique hybride : Une centrale de 50 mégawatts pour le Sud (El Moudjahid).....	9
• “L'Algérie peut rattraper son retard dans le renouvelable” (Jean-Louis Guigou) (Maghreb Emergent)	10
• L'Algérie se dirige vers la bourse de l'électricité pour vendre son excédent (APS) .	12
• Groupe Télécom Algérie: La ministre exclut une ouverture du capital (Le Quotidien d'Oran).....	13
• Groupe Algérie Télécom : Plus de 207 milliards de DA à investir en 2019 (El Moudjahid).....	14
Banque/bourse/Assurance	15
• Marché des changes : Le dinar perd contre l'euro et gagne contre le dollar (Reporters)	15
Coopération	17
• Algérie-EAU: signature d'une convention de coopération en matière d'environnement (APS).....	17

A la une

Forum des chefs d'entreprises: Mission économique aux USA du 14 au 18 janvier (L'Express dz)



Le Forum des Chefs d'Entreprise (FCE) poursuit ses actions visant la promotion du marché algérien à l'international.

A ce titre, le Président du Forum, Ali Haddad effectue un déplacement aux Etats Unis d'Amérique du 14 au 18 janvier 2019, dans le cadre d'une mission économique à laquelle prendront part des chefs d'entreprises Algériens.

Selon un communiqué du FCE, ce déplacement sera marqué par le lancement du livre « Algeria & Transatlantic Relations » le 14 janvier 2019 au niveau du Congrès Américain à Washington DC. Cette cérémonie verra la participation de personnalités politiques dont des représentants du Congrès et du département d'Etat, des acteurs économiques américains dont la Chambre du Commerce US et les agences de coopération internationale, de diplomates, d'universitaires, de chefs d'entreprise et de journalistes.

« Cette importante publication est le fruit d'une collaboration entre le Forum des Chefs d'entreprise et le Think-Thank : Transatlantic Leadership Network de l'Université John Hopkins. A travers cet ouvrage «L'Algérie et les relations Transatlantiques», le FCE apporte sa contribution à la promotion de l'image et de la destination Algérie auprès de la communauté d'affaires, des médias, des agences de coopérations, du monde universitaire et du publics Américains », indique-t-on.

Agriculture : Une mission d'opérateurs économiques en Californie (El Watan)

Une mission d'opérateurs économiques du secteur de l'agriculture se rendra aux Etats-Unis du 14 au 17 janvier pour s'enquérir du savoir-faire américain, notamment dans les filières de l'élevage et de l'agroalimentaire, a-t-on appris hier auprès du Conseil d'affaires algéro-américain (USABC).

La mission organisée par USABC et le Forum des chefs d'entreprise, avec le soutien de l'ambassade d'Algérie à Washington, sera conduite par le

ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, qui sera accompagné lors de cette visite de travail du président du FCE, Ali Haddad.

Il s'agit d'une mission d'étude, initiée dans le cadre de la promotion de l'investissement et des échanges commerciaux entre l'Algérie et les Etats-Unis, a indiqué Smail Chikhoun, président de l'USABC.

La délégation, composée d'une trentaine d'opérateurs, se rendra en premier lieu à Washington pour assister au lancement d'un livre-référence sur l'Algérie, intitulé Algeria & Transatlantic Relations, dont la première présentation est prévue lundi au Congrès américain.

Elle se déplacera le 15 janvier à Sacramento, capitale de la Californie, et à San Francisco, pour visiter des champs de production agricole, des fermes laitières et des unités de production d'aliments de bétail, de fruits secs et de conditionnement.

Au programme de cette mission d'étude figurent également des rencontres avec des agriculteurs américains, prévues lors des réceptions de réseautage, précise M. Chikhoun.

La visite sera, par ailleurs, sanctionnée par la signature de quatre mémorandums d'entente avec des entreprises agricoles américaines, portant sur la création de trois fermes laitières de 30 000 vaches chacune et une unité de transformation de pomme de terre, a indiqué le président de l'USABC.

FCE : Ali Haddad aux Etats-Unis dès demain pour promouvoir l'attractivité de l'Algérie (Algérie Monde Infos)

Au nom de son organisation, le Forum des chefs d'entreprises (FCE), son président Ali Haddad sera en déplacement aux Etats-Unis d'Amérique dès demain et y séjournera jusqu'au 18 janvier, «dans le cadre d'une mission économique à laquelle prendront part des chefs d'entreprises algériens», selon un communiqué du FCE.

Parmi les objectifs de la mission du chef du FCE, «le lancement du livre « Algeria & Transatlantic Relations » au niveau du Congrès Américain à Washington DC», informe la même source, précisant que cette cérémonie, prévue demain, verra la participation de personnalités politiques dont des représentants du Congrès et du département d'Etat, des acteurs économiques américains dont la Chambre du Commerce US et les agences de coopération internationale, de diplomates, d'universitaires, de chefs d'entreprise et de journalistes.

Cette importante publication, souligne le communiqué du FCE, est le fruit d'une collaboration entre le Forum des Chefs d'entreprise et le Think-Thank « Transatlantic Leadership Network » de l'Université John Hopkins.

A travers cet ouvrage «L'Algérie et les relations Transatlantiques», le FCE apporte sa contribution à la promotion de l'image et de la destination Algérie auprès de la communauté d'affaires, des médias, des agences de

coopérations, du monde universitaire et du public américains, conclut le communiqué du FCE.

Algérie - Etats-Unis : La coopération agricole à l'ordre du jour (El Moudjahid)



La coopération dans le secteur de l'Agriculture entre l'Algérie et les États-Unis est appelée à se renforcer à l'avenir, dans le sillage des partenariats et joint-ventures prévus dans l'agenda de la visite de travail qu'elle effectue actuellement, dans ce pays, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Abdelkader Bouazghi.

Cette mission, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de la stratégie quinquennale (2017-2022) pour le développement du secteur, est guidée par les projections retenues lors du forum d'affaires algéro-américain organisé, en octobre 2018, à Alger. Les propositions avalisées par les deux parties, à l'occasion de cette rencontre, portent sur la création de grandes exploitations agricoles, le développement durable des filières agricoles stratégiques, notamment les filières laitière, céréalière, ainsi que les aliments de bétail et les viandes. Cette vision commune du partenariat avec les Américains concerne également le développement de la recherche dans le domaine agricole, la formation spécialisée et le transfert de technologies. Des aspects primordiaux dans la vision du gouvernement pour la promotion d'une agriculture moderne et orientée vers l'intensification des rendements. Organisée par le Conseil d'affaires algéro-américain (USABC), la mission, composée d'une trentaine d'opérateurs économiques du secteur de l'agriculture, devra s'enquérir du savoir-faire et de l'expérience des Américains dans les filières prioritaires. Selon les organisateurs, cette visite sera sanctionnée par la signature de quatre mémorandums d'entente avec des entreprises américaines, notamment dans le domaine de la production laitière. Un segment que les pouvoirs publics comptent soutenir, l'objectif étant d'atteindre, d'ici 2022, une production de 4,8 milliards de litres. A ce titre, des opportunités de coopération sur l'ensemble de la chaîne de valeur de la filière lait pourraient être développées avec les partenaires américains. D'autres marges pour des partenariats diversifiés existent dans d'autres filières inscrites dans la feuille de route du gouvernement pour la concrétisation

de l'objectif de la sécurité alimentaire, à l'instar de la pomme de terre et des céréales qui ouvrent d'importantes perspectives en matière d'investissements. A ce titre, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche avait souligné, lors du forum d'octobre que la stratégie de son secteur s'adossait à des actions prioritaires, à savoir, la création de grandes exploitations agricoles, le développement durable des filières agricoles stratégiques, l'élargissement de la base productive de la sécurité alimentaire et l'adaptation des mécanismes d'appui et d'encadrement de la production nationale. Une vision novatrice du secteur, dont le rôle dans la croissance et la diversification de l'économie nationale est primordial, et qui recommande un redéploiement des moyens et des méthodes pour l'émergence d'une agriculture tournée vers les besoins du marché interne, mais aussi, qui soient aptes à générer des excédents à l'export. Le secteur a certes réalisé des progrès notables depuis la mise en œuvre de la politique de renouveau agricole et rural, mais des efforts sont nécessaires pour consolider les performances actuelles, d'autant plus que le potentiel agricole à développer et à valoriser est très important mais, paradoxalement, sous-exploité. Les données officielles indiquent que la part du secteur de l'agriculture dans le PIB est passée de 8%, en 2000, à 12%, en 2018, avec une valeur de production annuelle de plus de 3.200 milliards de DA. Des chiffres qui consolident la place de l'agriculture dans l'économie nationale et sa dynamique dans la croissance du pays et qui traduisent les capacités du secteur à relever les défis qui lui sont assignés.

Secteur industriel public: Hausse des prix sortie-usine au 3ème trimestre 2018 (APS)



Les prix à la production du secteur industriel public (hors hydrocarbures) ont connu une hausse de 0,5% au 3ème trimestre 2018 par rapport au 2ème trimestre 2018, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Par rapport au 3ème trimestre 2017, les prix à la production ont augmenté de 3% au 3ème trimestre 2018, précise l'Office. Cette variation haussière des prix sortie-usine a été tirée essentiellement par les secteurs des Industries, respectivement, des Mines et carrières, des Industries Sidérurgiques, Métalliques, Mécaniques et Electriques

(ISMME), des Textiles, des Cuirs et chaussures et des Bois, liège et papier.

Comparativement au 2^{ème} trimestre 2018, la plus forte augmentation des prix à la production a été enregistrée dans les Industries des Mines et carrières, qui ont affiché un relèvement de 4% au 3^{ème} trimestre de l'année 2018.

Cette augmentation est due essentiellement à une hausse de 6% des prix à la production dans la branche extraction du minerai de phosphates. En revanche, une baisse des prix de 2,9% a touché la branche du minerai de matières minérales.

Une reprise à la hausse de 1,5% a caractérisé les prix à la production des ISMME au 3^{ème} trimestre 2018 par rapport au 2^{ème} trimestre 2018.

Toutes les activités relevant de ce secteur ont connu des hausses dans les prix sortie-usine, notamment ceux de fabrication des biens de consommation électrique (+2,9%), la sidérurgie et transformation de la fonte et acier (+2,3%) et la fabrication des biens intermédiaires métalliques, mécaniques et électriques (+2,1%).

Une variation modérée a caractérisé la branche Cuirs et chaussures dont les prix à la production ont augmenté de 0,7%, due principalement à une hausse de 1,7% des prix des biens intermédiaires en cuir.

Les prix à la production des industries des Textiles ont également connu une hausse de 0,6% en raison de la croissance des prix de la fabrication des biens de consommation textile (+1,4%).

La tendance haussière des prix sortie-usine a marqué les Industries des Bois, Liège et Papier, en grimpant de 0,4%, induite par l'évolution des prix de l'industrie du liège (+2,2%) et de transformation du papier (+1,4%).

Quant au secteur de l'Energie (électricité, gaz...), les prix à la production ont été marqués par une hausse de 0,9% au 3^{ème} trimestre 2018 par rapport au 2^{ème} trimestre 2018.

Par ailleurs, l'Office a relevé des baisses des prix à la production qui ont caractérisé les industries Agro-alimentaires et les Matériaux de Construction durant le 3^{ème} trimestre 2018 par rapport au 2^{ème} trimestre de la même année.

Ainsi, les prix à la production des industries Agro-alimentaires ont baissé de 0,5%. Cette variation est induite, particulièrement, par la chute des prix des produits alimentaires pour animaux (-6,2%). Cependant, les prix du travail de grains ont augmenté de 1,7%.

La tendance baissière des prix à la production a également concerné les Matériaux de construction, qui ont connu un recul de 0,3%.

Cette baisse a été tirée par les prix de l'industrie des matériaux de construction et produits rouges (-2,6%) et de l'industrie du verre (-0,1%). Pour les prix à la production des industries Chimiques, ils ont reculé de 0,3%, ajoute l'ONS.

Pour rappel, l'évolution moyenne annuelle des prix à la production industrielle publique hors hydrocarbures sur toute l'année 2017 avait augmenté de 1,9% par rapport à 2016.

Généraliser le GPL pour réduire l'importation des carburants (APS)



Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a appelé dimanche à Bouira tous les responsables de Naftal à généraliser les centres de conversion en Gaz de pétrole liquéfié (GPL) à travers le pays pour encourager le recours à cette énergie afin de réduire la facture de l'importation des carburants.

"Il faut que les gens roulent au GPL, et nous devons généraliser les centres de conversion à travers le pays", a insisté le ministre qui a inauguré à Bouira quelques structures relevant de son secteur.

Le ministre a plaidé pour un recours plus large à cette énergie avec la création de ces centres de conversion, appelant les responsables de Naftal à former les jeunes ingénieurs et techniciens pour leur permettre de créer leurs entreprises de conversion en GPL afin de doter le maximum de véhicules en cette énergie.

"Actuellement il y'a 400 000 véhicules convertis en GPL, et nous avons réduit la facture de l'importation des carburants. Nous avons lancé un programme qui apportera ses fruits, qui va concerner un million de véhicules à l'horizon 2021, le secteur de l'énergie va vers l'utilisation du GPL et du Sirghaz pour réduire l'importation de l'essence et du gasoil, nous ne pouvons pas continuer comme ca", a expliqué à la presse le ministre, qui a mis en service à Ahnif (Est de Bouira) un poste de distribution publique de gaz au profit de 840 foyers.

Pour la concrétisation de cet objectif, le ministre a donné de fermes instructions aux responsables du secteur pour former des jeunes ingénieurs et techniciens "afin de leur permettre de faire la conversion, nous avons un retard énorme que nous devons rattraper", a-t-il encore insisté.

Au sujet du programme des hauts plateaux concernant le secteur de l'énergie, le ministre a mis l'accent sur la nécessité pour l'Algérie d'aller vers ce genre d'énergie "propre et moins dangereuse".

"L'Algérie dispose actuellement de 22.000 mégawatts de l'énergie solaire, dont 400 mégawatts sont déjà exploitées, grâce au programme du président de la République que nous avons lancé dont la maintenance et l'entretien des équipements sont assurés par des ingénieurs algériens", a fait savoir M. Gutouni.

Le même responsable a ajouté avoir lancé un cahier des charges pour un projet de production de 200 autres mégawatts d'énergie solaire, dont 150

seront réalisés par La Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (CREG). Les 50 restants sont confiés au groupe Sonelgaz, selon les précisions du ministre.

"Les 150 mégawatts seront destinés aux investisseurs locaux en partenariat avec les investisseurs étrangers," a encore expliqué le ministre.

Pour la question du gaz du schiste, M. Guitouni a préconisé une utilisation rationnelle de gaz, tout en assurant que l'Algérie "renferme des potentialités importantes avec une réserve de 24 milles milliards mètres cubes gaz de schiste, 10 milliards M3 pour le gaz naturel, et 6000 baril de pétrole".

"L'Algérie a un avenir énergétique prometteur qui durera plusieurs années", a affirmé le ministre, tout en appelant les autres opérateurs à s'impliquer dans cette dynamique énergétique.

Selon lui, "le seul problème est que Sonatrach ne peut pas travailler seule et il faut les moyens financiers et technologiques pour arriver à exploiter toutes ces potentialités", a-t-il dit.

Dans ce cadre, M. Guitouni a indiqué que son secteur est en train d'oeuvrer pour attirer les opérateurs pour qu'ils puissent travailler en Algérie.

Énergie électrique hybride : Une centrale de 50 mégawatts pour le Sud (El Moudjahid)

«Une production de 50 mégawatts en énergie électrique hybride, conçue d'après une technologie qui associe des énergies renouvelables telles que le solaire et l'éolien, et les combustibles fossiles tels que le gasoil, sera lancée prochainement dans le sud du pays», c'est ce qui ressort des déclarations du président-directeur général de SKTM (Sharikat Kahraba wa Takat Moutajadida), une filiale de Sonelgaz chargée des énergies renouvelables.

En effet, Chahar Boulakhras, qui s'est exprimé en marge de la cérémonie d'installation de cadres supérieurs de différentes unités de son entreprise, a affirmé que ces nouveaux projets de valorisation énergétique solaire et éolienne pour la production de l'électricité dans le sud du pays visent à «réduire» la dépendance des centrales électriques du sud du pays de l'énergie fossile et son coût de transport vers ces wilayas. Il ajoutera que cela permettra de mettre à la disposition des populations des zones les plus reculées «les bienfaits» de l'énergie électrique. «La réduction de la consommation de gasoil des turbines et générateurs de production d'électricité conventionnelle permet inéluctablement de diminuer l'émission de gaz à effet de serre et la pollution», a-t-il affirmé en révélant le lancement imminent d'un appel d'offres pour la réalisation et l'équipement en panneaux solaires des différentes centrales de production d'énergie à base de combustible fossile dans le sud du pays.

Le PDG de SKTM a précisé que le gouvernement a mis en place une stratégie visant à réduire «sensiblement» et «graduellement» les centrales électriques à gasoil. Ainsi, tous les moyens ont été mis en place par les pouvoirs publics afin d'assurer une transition énergétique permettant de passer à une énergie propre. «Il est bon de savoir que la production énergétique en Algérie provient aujourd'hui à 70% des centrales alimentées par les combustibles fossiles comme le gaz et le gasoil, contre 30% émanent de la production d'énergies propres et renouvelables», a-t-il expliqué, non sans signaler dans la foulée, que l'Algérie s'est fixée pour objectif de réduire et renverser «graduellement» cette tendance par des actions «concrètes», basées sur le «développement» à grande échelle des énergies renouvelables et le «renforcement» de l'efficacité énergétique.

Chahar Boulakhras a assuré par ailleurs que les autorités «favorisent» grandement la production nationale et l'intégration du produit local dans la fabrication des panneaux et autres installations photovoltaïques. «Notre défi actuellement est d'assurer la maintenance et la réparation du matériel en cas de panne et la sensibilisation aux bonnes pratiques de pérennisation des projets par leur appropriation par les populations locales», a-t-il également affirmé.

C'est d'ailleurs dans cette perspective que des mesures ont été prises pour que les investisseurs locaux dans le domaine des énergies renouvelables bénéficient de plusieurs privilèges, à l'image du foncier, des avantages fiscaux et des prêts bancaires à taux bonifié. De même, il est prévu que l'électricité produite par les opérateurs privés sera intégrée dans le réseau d'électricité national, permettant ainsi aux investisseurs d'avoir un marché où ils pourront commercialiser leur production. Il convient de signaler que SKTM, dont le siège social est situé à Ghardaïa, a été créée en 2012 pour prendre en charge la production d'électricité conventionnelle pour les réseaux isolés du sud et des énergies renouvelables au niveau du territoire national. Le parc algérien d'énergies nouvelles et renouvelables cumule, faut-il le rappeler, une puissance installée évaluée à 354,3 mégawatts dont 344,1 MW d'énergie photovoltaïque, produites par 24 centrales et une infime partie, 10,2 MW, d'énergie éolienne produite par une seule centrale. Ces différentes réalisations quoique modestes, confirment la volonté du gouvernement à élaborer une politique énergétique d'avenir et s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du Programme national des énergies renouvelables qui prévoit l'installation d'une énergie renouvelable de l'ordre de 22.000 mégawatts à l'horizon 2030.

Ce programme permettra également de répondre aux besoins croissants du marché national en électricité et de préserver les ressources en hydrocarbures.

“L’Algérie peut rattraper son retard dans le renouvelable” (Jean-Louis Guigou) (Maghreb Emergent)

Rencontré aux MED BUSINESS DAYS, organisé ce jeudi à Alger, Jean-Louis Guigou, délégué générale de L'institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen (IPEMED), explique dans cet entretien, le rôle que joue l'Algérie dans le secteur des énergies renouvelable au niveau maghrébin et méditerranéen.

Maghreb Emergent : Votre institution accorde beaucoup d'intérêt au développement du secteur des énergies renouvelables, notamment en Algérie. Pensez-vous que c'est un secteur clé pour développer les échanges en Méditerranée ?

Jean-Louis Guigou : Moi, je m'intéresse aux relations nord-sud notamment celles de l'Europe avec l'Afrique et le Maghreb et j'essaie de voir quels sont les atouts du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie. Il ne faut pas qu'on se focalise seulement sur un seul pays du Maghreb, car un jour tous les pays du Maghreb vont être unifiés.

Donc, pour l'Algérie comme c'est le cas pour le Maroc aussi, c'est l'énergie fossile et renouvelable qui doit se développer, car si vous avez l'énergie vous allez forcément attirer les industries du monde qui ont un grand besoin en cette matière indispensable.

Quels sont les atouts de l'Algérie par rapport aux pays du Maghreb ?

Le Maroc n'a pas d'énergie fossile mais il a surtout un potentiel dans le secteur des banques des assurances et le tourisme. Pour la Tunisie c'est plutôt la santé, le tourisme et le digital mais c'est un petit pays qui n'a pas beaucoup d'industries. Par contre, en retrouve cette industrie en Algérie.

Mais pour attirer les industriels du monde, il faudrait que l'Algérie ait une politique énergétique très puissante, notamment dans les énergies renouvelables. À travers le déploiement d'un tissu de PME, il est nécessaire de développer largement cette énergie renouvelable avec l'appui des énergies fossiles aussi, pour attirer les investissements.

Comment voyez-vous le développement du secteur des énergies renouvelables en Algérie ?

Le développement de cette énergie renouvelable, Sonatrach le fait déjà. Avant, cette entreprise utilisait le gaz pour éclairer ses usines et maintenant elle a signé un contrat avec l'italien ENI pour mettre des panneaux solaires et économiser ainsi les énergies fossiles pour pouvoir les exporter.

Donc, vu la raréfaction des énergies fossiles, l'intérêt de l'Algérie aujourd'hui c'est de produire le plus possible de l'énergie renouvelable et garder les énergies fossiles pour les exporter.

Mais l'Algérie a pris du retard par rapport au Maroc en matière d'énergies renouvelables. Mais elle peut rattraper ce retard grâce à son potentiel, et si elle s'y met elle pourra y arriver. Il y a eu un ralentissement dans ce domaine en Algérie il y a un an et demi de cela, mais les choses commencent à bouger un peu.

Il faut rappeler aussi qu'au prochain sommet des chefs d'Etat des deux rives de la Méditerranée, qui aura lieu au mois de juin 2019 en France, l'Algérie a reçu la responsabilité de l'animation d'une réflexion sur l'énergie. Il faut que l'Algérie se saisisse de ce projet et se mobilise afin de proposer des solutions aux pays du bassin méditerranéen dans ce secteur.

Il faut que les énergies renouvelables soient au cœur de la réflexion stratégique ; comment produire cette énergie ? Comment la distribuer ? Comment s'industrialiser, etc.

Il faut que le cœur de la Méditerranée occidentale-Algérie, Tunisie, Maroc, France, Espagne et Italie- arrive à faire une proposition pour constituer un institut euro-méditerranéen des énergies renouvelables. Il faut créer une grande société euro-arabe avec Sonatrach et Engie, par exemple, pour que ce groupe de pays soit leader dans les énergies renouvelables face aux Chinois et aux Américains.

L'Algérie se dirige vers la bourse de l'électricité pour vendre son excédent (APS)

L'Algérie est en train de se diriger vers la bourse de l'électricité afin de vendre son excédent en cette énergie pour le Maroc, la Tunisie et l'Europe, a indiqué dimanche à Bouira le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni.

"Le dossier relatif à l'exportation de l'électricité est ancien, il remonte à plusieurs années. La nouveauté dans ce dossier est que l'Algérie va aller vers la bourse pour vendre son excédent de l'électricité vers la Tunisie et le Maroc", a expliqué le ministre lors d'un point de presse tenu en marge de sa visite à Bouira, tout en précisant qu'il y'avait "des échanges dans ce domaine".

Selon les précisions fournis par M. Guitouni, l'Algérie jouit d'une capacité électrique de 19000 mégawatt, et un excédent de 9000 Mégawatt en hiver.

"Cet excédent, nous allons le commercialiser, nous devons être prêts pour cela avec la préparation des réseaux et la mise en place de mesures de protection nécessaires afin de vendre, à condition qu'il soit mis sur le marché".

"La bourse de l'électricité est en Espagne, nous allons ouvrir de façon à nous placer dans cette bourse pour vendre notre excédent en électricité", a souligné le même responsable, qui a procédé dans la matinée à Ahnif (Est de Bouira) à la distribution de poeles à gaz pour les établissements scolaires.

Au cours de sa rencontre avec la presse, M. Guitouni a estimé impératif pour l'Algérie de diversifier son économie et d'aller vers des exportations hors hydrocarbures afin de se libérer de la rente pétrolière.

"Nous devons nous libérer de la rente pétrolière. Nous avons exporté hors hydrocarbure deux milliards de dinars, c'est très important", a ajouté le ministre A propos de la baisse des prix du pétrole, il expliqua que cette baisse "est née de quelques problèmes géopolitiques", misant sur un prix oscillant entre 60 et 65 dollars le baril, en 2019.

A une question de la presse liée à la déclaration du ministre saoudien de l'énergie sur ce point des prix du pétrole, M. Guitouni a répondu que "seule l'OPEP est habilitée à décider du prix du pétrole".

"C'est une organisation qui a fait ses preuves, et nous nous allons œuvrer pour la renforcer dans ses prérogatives", a-t-il dit.

Groupe Télécom Algérie: La ministre exclut une ouverture du capital (Le Quotidien d'Oran)

Près de 300 milliards de dinars ont été investis par le Groupe Télécom Algérie depuis 2014 pour l'acquisition d'équipements visant à améliorer davantage les prestations de service, a indiqué dimanche la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda-Imane Feraoun. «Un total de 294 milliards de DA ont été investis, sur les 4 dernières années, en équipements au niveau de toutes les filiales du Groupe Télécom Algérie (Algérie Télécom, Mobilis et Algérie Télécom Satellite)», a précisé la ministre sur les ondes de la chaîne III de la Radio algérienne. Affirmant que ces investissements, effectués sur «fonds propres», visent à satisfaire la demande en bande passante «de plus en plus croissante», elle a annoncé qu'en 2019, il est prévu «pas moins de 184 milliards de dinars d'investissements techniques», un chiffre qui ne concerne pas le déploiement dans les zones enclavées qui sera supporté, cette année, par le service universel. Cette somme sera consacrée notamment à l'assainissement du réseau urbain d'Alger, l'investissement sur le FTTH (Internet haut débit en fibre optique), la finalisation des nouveaux câbles sous-marins et l'acquisition d'équipements satellitaires, a-t-elle détaillé, faisant savoir qu'une autre enveloppe de 23 milliards de dinars sera destinée au volet formation. Pour ce qui est d'une éventuelle ouverture du capital du Groupe Télécom Algérie, la ministre a exclu cette possibilité, estimant que ce Groupe «fonctionne très bien», notamment avec la fusion de toutes ses filiales dans une seule entité. «L'Etat doit disposer de son outil public (Groupe Télécom Algérie) pour faire face à tous les aléas, les télécommunications étant l'avenir de l'économie nationale», a-t-elle ajouté.

Par ailleurs, la ministre a indiqué que le projet MEDEX portant sur le raccordement du réseau de fibre optique algérien au système sous-marin international, reliant les Etats-Unis à l'Asie, à travers la Méditerranée, ainsi que le câble sous-marin en fibre optique ORVAL/ALVAL reliant l'Algérie à l'Espagne (Alger-Oran-Valence) «sont aujourd'hui déployés». Pour le MEDEX, elle a fait remarquer que le câble a été raccordé au niveau de la station d'Annaba et que des tests techniques «sont en cours», tout en prévoyant que la mise en service officielle du projet aura lieu «fin février ou début mars 2019». Concernant le projet ORVAL/ALVAL, elle a expliqué que les trois stations d'Alger, d'Oran et de Valence ont été réalisées et que des tests techniques seront effectués une fois la partie terrestre sera connectée sur le sol espagnol.

Sur un autre volet, Mme Feraoun a considéré que l'installation d'une commission chargée de plancher sur les méthodes à adopter pour accélérer à l'introduction de la numérisation dans les différents secteurs

d'activité était un «signal fort» du gouvernement, dans la mesure où cette commission constitue un cadre de concertation et de suivi chargé de s'assurer que chaque département impliqué allait «pleinement s'investir» dans ce projet de numérisation. La numérisation de l'ensemble des services une fois menée à son terme, devrait permettre au titulaire d'un seul identifiant d'accéder à l'ensemble des services publics «sans difficulté», a-t-elle assuré.

Groupe Algérie Télécom : Plus de 207 milliards de DA à investir en 2019 (El Moudjahid)

La ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique a révélé, hier, que le groupe Algérie Télécom consacrera pas moins de 184 milliards d'investissements techniques, un chiffre qui ne concerne pas le déploiement dans les zones enclavées, qui sera supporté, cette année, par le service universel.

Houda-Imane Faraoun, qui s'exprimait dans l'émission de la radio Chaîne III, «l'Invité de la rédaction», a précisé que la somme en question sera consacrée, notamment à l'assainissement du réseau urbain d'Alger, l'investissement sur le FTTH (Internet haut débit en fibre optique), la finalisation des nouveaux câbles sous-marins et l'acquisition d'équipements satellitaires, et confié qu'une autre enveloppe de 23 milliards de dinars sera destinée au volet formation. Elle rappelle à ce sujet que le groupe Algérie Télécom a investi depuis 2014 une somme globale de 294 milliards de DA pour l'acquisition d'équipements visant à améliorer davantage les prestations de service.

Sur le chapitre de la politique de numérisation du gouvernement, la première responsable du secteur des TIC précisera que la numérisation et la digitalisation des données pourraient également permettre de mieux lutter contre la bureaucratie, et, en même temps, d'endiguer la corruption, notamment en pistant la circulation de l'argent. «Cependant, il est essentiel au préalable de maîtriser l'introduction de la numérisation, surtout lorsqu'elle n'a pas été menée correctement et graduellement, dans un pays qui, de surcroît, n'est pas producteur de technologie», a-t-elle expliqué, en estimant que l'installation d'une commission chargée de plancher sur les méthodes à adopter pour accélérer l'introduction de la numérisation dans les différents secteurs d'activité est un signe «fort». «Cette commission va constituer un cadre de concertation et de suivi chargé de s'assurer que chaque département impliqué va pleinement s'investir dans ce projet. Celui-ci sera épaulé par un comité technique dont la tâche consistera à mettre au point le plan architectural des actions à entreprendre», a-t-elle détaillé.

La numérisation de l'ensemble des services, une fois menée à son terme, devrait permettre à chaque administré titulaire d'un seul identifiant, d'accéder à l'ensemble des services publics «sans difficulté», a assuré Mme Faraoun, qui indique que la deuxième étape du processus de

numérisation consiste à introduire cette technologie aux autres secteurs, tels l'administration judiciaire, pour ce qui concerne, notamment la délivrance du casier judiciaire, les services des impôts, de la médecine ou encore de l'éducation.

Les projets « MEDEX » et « ORVAL/ALVAL » en bonne voie

Interrogée sur la possibilité d'ouverture du capital au privé des entreprises publiques relevant de son secteur, en l'occurrence Algérie Télécom et Mobilis, la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique a écarté cette éventualité, et affirmé qu'il n'était pas question de songer à une telle option, soulignant que les télécoms sont la «souveraineté de l'État». «Il est impératif de disposer d'un outil fort de l'État, bien qu'aujourd'hui, les entreprises privées investissent», a-t-elle argué. Mme Faraoun a expliqué que compte tenu de la «bonne santé» financière et de la «richesse» de leurs ressources humaines, ces deux entreprises publiques «ne sont pas intéressées» par ouvrir leur capital. Par ailleurs, la ministre a assuré que le projet «MEDEX», portant sur le raccordement du réseau de fibre optique algérien au système sous-marin international, reliant les États-Unis à l'Asie, à travers la Méditerranée, ainsi que le câble sous-marin en fibre optique «ORVAL/ALVAL», reliant l'Algérie à l'Espagne (Alger-Oran-Valence), sont aujourd'hui déployés. Pour le premier, elle a fait remarquer que le câble a été raccordé au niveau de la station d'Annaba, et que des tests techniques «sont en cours», tout en prévoyant que la mise en service officielle du projet aura lieu au plus tard au début du mois de mars prochain. Concernant le second projet, Mme Faraoun a noté que les trois stations d'Alger, d'Oran et de Valence (Espagne) ont été réalisées, affirmant que les tests techniques seront effectués une fois la partie terrestre sera connectée sur le sol espagnol.

Banque/bourse/Assurance

Marché des changes : Le dinar perd contre l'euro et gagne contre le dollar (Reporters)



La semaine commence mal pour la monnaie nationale qui vient de dévisser face à l'euro. Cette dépréciation serait, néanmoins, une bonne nouvelle pour l'économie qui ne peut pas se permettre le luxe de voir le dinar s'apprécier, car, une appréciation du taux de change du dinar ne

ferait que réduire la valeur des revenus de la fiscalité pétrolière libellée en dinar et aiderait, par la même, cet élan vers l'importation.

Hier, dimanche, jour de publication, par la Banque d'Algérie, des cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage, valables du 13 au 19 janvier 2019, le dinar perd du terrain contre l'euro, mais grappille quelques sous face à un dollar en perte de vitesse sous l'effet des dernières décisions de la Réserve américaine. La valeur du dollar est fixée cette semaine à 116,12 dinars à l'achat et à 123,20 dinars à la vente par la Banque centrale. Quant à l'euro, sa valeur est de 133,90 dinars à l'achat et à 142,12 dinars à la vente. Il y a une semaine, (allant du 6 au 12 janvier 2019), la valeur du billet vert était fixée à 116,83 dinars à l'achat et à 123,96 dinars à la vente, alors que la valeur de la monnaie unique était de 132,75 dinars à l'achat et à 140,90 dinars à la vente. Le taux de change du dinar de cette semaine par rapport aux principales devises correspond à la tendance constatée depuis le début de l'année sur les marchés internationaux, où la principale devise du Vieux continent prenait d'importants profits face au billet vert. En variations mensuelles, la cotation du dinar sur un mois confirme une tendance vers la stabilisation de son taux de change vis-à-vis des principales devises. Il y a un mois (la semaine allant du 16 au 22 décembre 2018), la valeur du dollar était fixée à 116,72 dinars à l'achat et à 123,85 dinars à la vente, tandis que la valeur de l'euro était de 132,92 dinars à l'achat et de 141,06 dinars à la vente. Sur une année, le cours du dinar s'est légèrement apprécié face à la monnaie unique européenne et s'est déprécié tout aussi légèrement face au dollar. Sur la semaine allant du 14 au 20 janvier 2018, la valeur du billet vert était ainsi fixée à 112,96 dinars à l'achat et à 119,86 dinars à la vente, alors que la valeur de l'euro était de 136,29 dinars à l'achat et de 144,65 dinars à la vente. En dépit de son effet corrosif aussi bien sur le pouvoir d'achat des ménages que celui des entreprises, d'aucuns pensent que l'appréciation du taux de change du dinar par rapport aux principales devises serait d'un bon apport pour l'économie. Sur les six premiers mois de 2018, l'évolution des cours de change du dinar, en moyenne mensuelle, vis-à-vis de l'euro et du dollar reflète globalement l'évolution des cours de change de l'euro face au dollar sur les marchés internationaux. Entre décembre 2017 et mars 2018, le cours de change de l'euro face au dollar est passé de 1,18 à 1,23 dollar, soit une appréciation de 4,24%. En revanche, l'euro s'est déprécié face au dollar de près de 5,69%, entre mars et juin 2018, lit-on dans la dernière note de conjoncture de la Banque centrale. «En phase avec ces évolutions, le dinar s'est légèrement apprécié face au dollar de 0,87% entre décembre 2017 et mars 2018 et s'est déprécié face à l'euro de 3,04 % sur la même période. Inversement, entre mars et juin 2018, le dinar s'est déprécié face au dollar de 3,09% et s'est apprécié de 2,94% face à l'euro », lit-on également. Sur ces deux premières semaines de 2019, les cotations du dinar correspondent presque parfaitement à l'évolution de la parité euro-dollar. Depuis une année, les ajustements de la Banque d'Algérie sont pour le moins légers et limités, traduisant une conformité à la situation des fondamentaux de l'économie et à l'évolution de la cotation du dollar et

de l'euro sur les marchés internationaux. Sur la période 2019-2021, le gouvernement prévoit un taux de change à 118 DA/1 dollar dans le cadre de la loi de finances 2019. Ceci suppose que les fondamentaux restent en l'état avec, comme perspective, un prix moyen du pétrole à 70 dollars le baril.

Coopération

Algérie-EAU: signature d'une convention de coopération en matière d'environnement (APS)



Une convention de coopération en matière d'environnement et d'énergies renouvelables sera signée par l'Algérie et les Emirats Arabes Unis (EAU) dans le cadre de la semaine de durabilité d'Abu Dhabi (ADSW) débutée samedi, a indiqué le ministère de tutelle, samedi, dans un communiqué.

En marge des travaux de la semaine de durabilité (ADSW) organisée à Abu Dhabi du 12 au 19 janvier courant, la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima Zohra Zerouati, et le ministre émirati du Changement climatique, Thani Bin Ahmed Al Zeyoudi, procéderont les 13 et 14 janvier à la signature d'une convention de coopération bilatérale en matière d'environnement et d'énergies renouvelables, a précisé la même source.

La convention cosignée portera sur plusieurs axes à l'instar des échanges d'expériences en matière de protection de l'environnement et la pollution par les insecticides et les industries, la lutte contre la désertification, outre les échanges d'expériences dans le domaine des énergies renouvelables hors réseaux et la protection de l'environnement marin contre la pollution. Cette manifestation prévoit également une cérémonie en l'honneur des lauréats du prix Zayed de l'énergie future pour la session 2019, à laquelle tiendra part la ministre de l'environnement.

Placée sous le thème "Accélérer le processus de développement durable", cette manifestation devant durer une semaine verra la participation de 38.000 participants représentant 175 pays, et lors de laquelle l'accent sera mis sur la façon dont les secteurs agissent vis-à-vis de l'opération du transfert numérique que connaît l'économie mondiale.

Les thèmes principaux de la plateforme ADSW seront axés sur la notion des énergies renouvelables. Aussi, les participants s'attèleront à ouvrir le

dialogue et promouvoir la coopération internationale afin de garantir plus de durabilité aux générations futures, a conclu le communiqué.